

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 1 OCTOBRE 1983

N° 221

ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Pour la construction

d'un parti ouvrier

Pour l'émancipation

Pour la reconstruc -

tion de la IVéme

Internationale.

de

de

révolutionnaire

Martinique et

Guadeloupe.

des peuples

Martinique et

Guadeloupe.

Editorial

LES JEUX ET QUERELLES STE RILES DE LA DROITE ET DE LA GAUCHE AUX CONSEILS REGIONAUX ET GENERAUX

Les conseils régionaux et généraux de Martinique et de Guadeloupe se sont réunis pour prendre position sur le projet du gouvernement concernant les pouvoirs qui seront attribués à chacune de ces

On se souvient en effet que le point de départ de ces discussions se situait dans une volonté - fort modérée, du reste du gouvernement de tenir compte des fameuses "spécificités" des prétendus départements d'Outre Mer.

Il est vrai qu'aujourd'hui, en 1983 personne ne peut ignorer le problème colonial qui a été à maintes reprises posé par les événements plus ou moins graves émeutes, attentats, répression, événements qui se sont déroulés à tour de rôle dans chacune des deux îles. L'existence d'un fort courant nationaliste partagé entre des organisations, allant des positions modérées aux positions les plus radicales, n'est plus à démontrer aujourd'hui.

Et donc le gouvernement Mitterrand. fraichement arrivéà la gestion des affaires de l'impérialisme français, a fait une tentative pour essayer d'apaiser et de désamor-cer le problème colonial dans les dernières colonies françaises.

Tenant compte manière des suggestions de certains socialistes guadeloupéens et martiniquais, le gouvernement de gauche s'était emparé de l'idée d'une assemblée unique pour diriger chacun des DOM, lesquelles assemblées se situeraient à mi-chemin entre la départementalisation et l'autonomie que réclament les partis communistes.

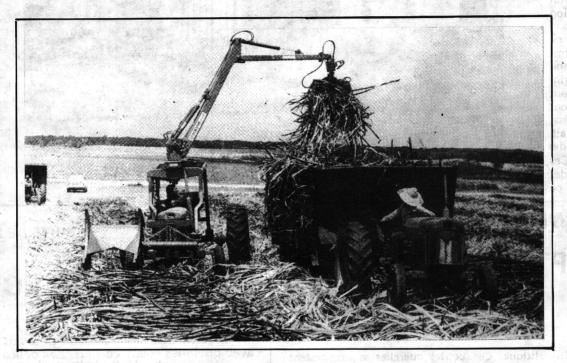
On le voit donc, ce projet n'avait rien de révolutionnaire, et n'était pas de nature à mettre en danger les privilèges des uns et les biens des autre. Mais cela suffisait quand même à faire brailler toute la droite, qui bien qu'incapable d'appeler la population à la rescousse dans une mobilisation dans la rue, a crié suffisemment fort pour effrayer le gouvernement de gauche. Il faut dire que le courage politique du gouvernement de gauche ne fut pas en la circonstance tel qu'il puisse résister aux cris et aux larmes, et aux gémissements des élus de droite. A moins qu'ils aient été poussés par l'instinct colonial, qui comme on le sait est bien ancré dans la gauche française-Mitterrand en sait quelque chose, lui qui autrefois était en première ligne dans la guerre contre le peuple algérien.

Toujours est-il que le fameux projet d'assemblée unique fut abandonné. En effet, l'appareil d'état de la bourgeoisie française, vieille machine expérimentée, a prévu un conseil de vieux réactionnaires qui peuvent servir dans des cas similaires à permettre au pouvoir de reculer tout en invoquant l'application de la loi. L'assemblée unique fut donc gée inconstitutionnelle. On appliqua donc le projet valable pour la métropole elle même. Mais on fit malgré tout un projet qui n'était pas identique puisque région et département se confondaient, alors qu'il faut plusieurs départements pour constituer une région en France.

Suite p.3

BEAUPORT: FACE A LA FERMETURE:

SE PAYER SUR LA TERRE EN LA SAISISSANT!



Le Comité Interministériel de Restructuration industrielle qui s'est réuni à Paris le 23 septembre demande que l'usine de Beauport soit fermée pour la prochaine campagne sucriè-

re. Plusieurs raisons sont invoquées pour justifier cette volonté de fermeture, notamment le trop fort déficit de cette unité et son renflouement chaque année par l'Etat.

Ainsi, après les fermetures de Comté Lohéac en 1972, Bonne-Mère en 1974, Sainte-Marthe en 1975 Blanchet en 1979 et Darbousier en 1980, la fermeture de l'usine de Beauport ne tardera sans doute pas. Car pour les capitalistes du sucre la branche cannière ne rapportant plus les gros profits d'antan, donc, elle ne les intéressait plus. Alors ils ont préféré fermer les usines et aller investir leurs profits cumulés dans des secteurs plus rentables, qui leur rapportent des taux de profis autrement plus élevés.

Il est certain qu'avant, et jusqu'au début des années soixante les capitalistes du sucre ne s'empressaient pas de fermer, puisqu'ils pouvaient encore distribuer des salaires de misère aux ouvriers agricoles et industriels puisqu'ils pouvaient encore donner un prix dérisoire aux petits planteurs pour leur tonne de canne. Mais depuis cette époque début des années 70, les choses ont changé. Ils ne pouvaient plus fixer les salaires comme bon leur semblait et le prix de la canne n'était plus fixé par eux. Tous ces facteurs sont venus grever leurs coûts de production baissant ainsi leurs profits.

Suite p.2

GUADELOUPE

SODEG: UN ECLAT DE VIVIES

Mardi 27 septembre Raymond Viviès a quitté l'assemblée des actionnaires de la SODEG provoquant par là même l'ajournement de la dite assemblée. Le conseiller de Pointe-à-Pitre qui est un des représentants du département à la direction de la SODEG a justifié sa sortie par son prétendu souci de protéger «les contribuables guadeloupéens».

Ces mots sont de lui. Il a expliqué que depuis le détournement de 1981, malgré 70 millions de francs d'un prêt de la caisse des dépôts et de consignation, malgré d'autres millions versés par le conseil général, les comptes présentent un nouveau trou de 25 millions de

On croît rêver! Viviès, actuellement crie haut fort au sujet de la SO-DEG. Hier encore si notre mémoire est bonne il était entendu par les policiers de Pointe-à-Pitre au sujet de ce détournement des fonds de la SODEG. Pour cette affaire les frères Audebert, MM. Komla, Michaux sont encore inculpés. Et la rumeur publique laisse entendre qu'outre ceux là, Viviès, ainsi que des maires, ont trempé dans ce détour-

Tout cela n'empêche pas Viviès de se poser sans retenue en «défenseur des contribuables». S'il peut afficher une telle assurance c'est qu'il est sûr qu'on ne lui demandera aucun compte sur sa participation ou non au détournement des 5 milliards de la SODEG.

Dans tout cela les pauvres contribuables sont les dindons de la farce. Nous ne connaissons que la partie superficielle de ce scandale, celle qu'ils ont bien voulu nous laisser voir : deux békés truandeurs avec la complicité d'un trésorier et d'un entrepreneur. Le reste, l'Etat le couvre!...

Car plus 30 mois se sont écoulés. et rien ne vient. Au contraire, les rares personnes inquiétées occupent le devant de la scène : Viviès nous représen-te à la SODEG ! les Audebert ont retrouvé la direction de leurs entreprises, alors que Michaux avec l'aide de banquiers a ouvert une entreprise en Mar-

trant unit laines mes podreuse de acuvos carra la taurandu PB cida mos caroca

L'administration «de gauche» couvre, elle ne fait rien pour que la vérité soit connue de tous. Un détournement qui a duré des années et des années, et qui porta sur plus de Cinq milliards de francs ne peut avoir lieu qu'avec la complicité de maires de conseillers qui siègent à la SODEG, ainsi qu'avec celle de fonctionnaires de l'Etat et celle de sociétés non seulement antillaises mais aussi françaises qui viennent faire les travaux ou participent à la gestion de la SODEG.

Suite p.2

MARTINIQUE:

CHASSE AUX IMMIGRES A DUCOS

La préfecture de la Martinique aurait-elle décidé de lancer une attaque contre les immi-grés en situation irrégulière ? C'est en tout cas ce qu'il semble après l'opération lancée à Ducos dont le maire est le socialiste Doguet. L'opération a mobilisé un escadron de gendarmerie et s'est terminée par l'arrestation de 11 Sainte-Luciens dont 10 ont été expulsés et un emprisonné.

Il semble en tout cas qu'une pareille opération va se retourner, surtout après les prises de position du gouvernement, contre l'immigration clandestine.

Les travailleurs n'ont pas à applaudir à de

telles mesures. La chasse aux immigrés clandestins est un prétexte commode pour permettre aux gendarmes et aux flics en tout genre de pénétrer un peu partout et de contrôler un peu plus la population pauvre. Cela ne donnera pas une journée de travail supplémentaire aux travailleurs martiniquais à moins qu'ils ne soient mal payés, sans sécurité sociale et surexploités comme c'est le cas des travailleurs

Non les véritables étrangers ici sont les patrons, les capitalistes, les riches. C'est eux les véritables responsables du chômage et des bas salaires.

MARTINIQUE: LES GROS PLANTEURS DE BANANE CRIENT MISERE.

Depuis deux semaines les planteurs de banane sont montés aux créneaux pour défendre la profession en péril. On a pu entendre ou lire les écrits successivement de De Meillac secrétaire du Symbama, Gabin Valère, membre de ce syndicat, et Jean Luc Garcis président de la SICABAME. Ces messieurs poussent tous le même cri : la profession est menacée, les charges sont trop lourdes, l'endettement est trop élevé. On ne pourra jamais rembourser ce que l'on doit.

Mais derrière ces pleurs, les revendications transparaissent. Les gros capitalistes de la banane veulent 18 % d'augmentation pour 1984 alors que le gouvernement ne leur accorde que 5 %. Ils exigent de plus, des subventions pour payer leurs dettes, sinon ils menacent d'abandonner la culture de la banane, ce qui mettra au chômage des centaines de travailleurs supplémentaires.

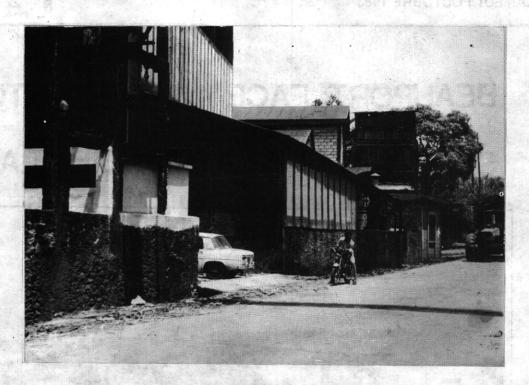
On le voit donc, tout est prétexte pour ces messieurs à extorquer un peu plus du gouvernement ou des consommateurs. Le comique dans l'affaire est qu'ils reprochent au préfet de ne pas faire son travail c'est-à-dire de ne pas soutenir suffisamment leurs revendication et de trop s'occuper de «politique».

Reste à savoir ce qu'il y a de vrai dans toutes les affirmations des békés qui dominent le Symbama ou la SICABAME. Une chose est cependant certaine : s'il y a des difficultés on peut être rassuré que ces messieurs s'arrangeront pour faire supporter les conséquences aux petits paysans et ouvriers agricoles.

GROSSE MONTAGNE: UNE USINE A L'AVENIR COMPROMIS.

Depuis le 5 septembre, après leur retour de congé, les travailleurs de Grosse Montagne sont sans travail. Simonet comme chaque année prétexte qu'il n'a pas d'argent pour faire marcher l'usine. Il attend l'aide financière du gouvernement. Mais cette fois-ci, cette aide tarde à venir et Simonet renvoie à chaque fois la date de la reprise. Il avait d'abord donné un délai de 15 jours aux travailleurs, puis ce délai passé il leur en a donné un autre d'une semaine et finalement il a repoussé la date de la reprise jusqu'au 3 octobre. Les travailleurs perdront donc ainsi un mois de travail et peut-être plus si la situation n'est pas débloquée rapidement.

Cette situation financière de l'usine ne leur paraissant pas claire les travailleurs ont décidé de déléguer trois responsables syndicaux qui se sont rendus en France pous s'informer des véritables problèmes qui entravent la mise en route de l'usine. Des entrevues ont eu lieu entre la délégation et divers responsables gouvernementaux : le ministre du travail, le secrétaire d'état aux DOM, le ministre des finances et le ministre de l'agriculture. Ces responsables se sont engagés à accorder des subventions à condition que la direction de



l'usine règle un contentieux qui s'élève à 800 millions de centimes. Cela signifie que l'usine risque d'être fermée si les conditions imposées par le gouvernement ne sont pas remplies.

Les travailleurs de Grosse Montagne ont décidé de ne plus accepter aucun délai. Ils ont complètement arrêté l'usine. Depuis lundi 25 ceux qui travaillaient : les employés, le personnel du magasin de sucre, et de la mise en bouteille du rhum, se sont mis en

Depuis quelques années c'est le même scénario : Simonet pleure et fait le chantage de fermer l'usine s'il ne reçoit pas d'aide du gouvernement. Il s'en lavait les mains en laissant croire que si l'usine fermait ce ne serait pas de sa faute. La balle était dans le camp du gouvernement.

Mais cette année les travaillleurs ont décidé d'y voir plus clair et ont su que c'est Simonet qui doit décider ; parce que tout dépend du règlement de ses dettes.

Les travailleurs de Grosse Montagne ont des raisons de penser que si Simonet parle de difficultés pour faire marcher son usine, il n'a pas l'air d'en avoir pour investir dans d'autres secteurs (banane, commerce).

GUADELOUPE AU P.S: LES PETITS COMPTES NE FONT PAS LES BONS AMIS.

Selon les déclarations qui se sont multipliées depuis la réunion des socialistes au Lal'eau dans le gaz» à la fédération socialiste.

Cette réunion du Lamentin se situant quelque temps avant le congrès de Baillif qui désignera la nouvelle équipe dirigeante de la fédération socialiste.

Les clivages entre les différentes tendances existant au sein du PSG semblent s'être approfondis quelque peu. En tout cas l'approche de l'élection d'une nouvelle direction a tout l'air de faire grossir les vagues.

C'est ainsi que Sully Claude l'actuel secré-I'un des principaux animateurs d'une nouvelle tendance dite tendance «E» liée au CERES de Chevenement en France. Alors que Jalton, le fidèle «ami» de Mitterrand est monté au filet pour défendre ardemment la tendance «A», majoritaire, qui soutient en bloc l'action présidentielle.

La tendance «E» s'est présentée comme étant une tendance désireuse de pouvoir faire dans le cadre du PS, des propositions au gouvernement, sans se contenter de suivre sans sourciller les tours et détours de la politique gouvernementale.

Jalton, lui, a entrepris de mettre en garde les militants de son parti contre cette tendance dont les positions mêneraient à terme, selon lui, à l'indépendance.

Ces querelles entre dirigeants du PS local n'étonnent que ceux qui veulent bien l'être. Les plus étonnés étant souvent d'ailleurs ceux là même qui les déclenchent.

Souvent il s'agit davantage de querelles entre individus que de réelles divergences po-

litique. Ces petites querelles se manifestent par des peaux de banane envoyées sous les mentin le 24 septembre dernier, il y a «de pieds de l'un ou de l'autre que l'on voudrait voir occuper un poste moins important dans l'appareil du parti, ou en écartant certaines personnalités de listes électorales.

> Depuis le dernier congrès de Petit-Bourg, les péripéties en ce genre n'ont pas manqué, L'une des dernières en date étant la mauvaise place attribuée à Sully Claude sur la liste PS au Conseil Régional.

> En dehors de cela l'apparition de ces tendances peut aussi être liée à la pression de la situation économique et sociale actuelle.

> Le gouvernement socialiste prend depuis deux ans des mesures qui, dans leur ensemble n'ont pas la faveur des travailleurs. En Guadeloupe, il est bien évident que cette situation loin de s'améliorer comme l'affirme F Jalton,

Il n'est donc pas étonnant que de pronnalités du PS local se posent le problème de paraître un peu moins «godillot» vis à vis de l'actuel gouvernement. Une telle position peut constituer pour eux un bon créneau pour jouer, plus tard, leurs cartes.

Maintenant reste à savoir quel sera le succès de cette tendance «E» qui pense peut être rallier en plus une partie de ceux qui ont des petits comptes à règler avec les «gros pontes» de la tendance Jalton-Mitterrand majoritaire quoi qu'il en soit, pour l'instant ces débats ces «grandes manoeuvres» ressemblent plus à une querelle autour d'un gâteau qu'à ceux de gens réellement préoccupés des intérêts des milliers de travailleurs et de petites gens qui souffrent de plus en plus de la crise.

SUITE DE LA PAGE 1

SODEG: UN ECLAT DE VIVIES

Finalement la SODEG poursuit avec quelques éclats en plus. Les belles déclarations de MICHAUX-CHEVRY lors de son élection à la présidence du conseil général, promettant de mettre de l'ordre dans l'écurie de la SODEG ont fait long feu. On continue à met-tre des millions dans les caisses de l'institution, et ils continuent à disparaître! Dans le temps, cela se passait bien, sans éclat de voix, chacun se contentant de ce qu'il recevait. Depuis, cela va moins bien, les Audebert, ont été dénoncés et éliminés. Mainte-nant Viviès fait des siennes. Ses intérêts ou ceux de ses protecteurs sont-ils menacés? S'accordent-ils moins bien avec ceux des sociétés françaises travaillant

avec la SODEG? Ou bien s'agit-il tout simplement d'une comédie bien montée à l'avance et dans laquelle on a réservé un rôle à Viviès?

Qui désire dans cette foire d'empoigne tirer à lui la couverture ? On ne saurait le dire.

Dans un état, une administration capitaliste mâtinés de situation coloniale il n'y a rein d'étonnant qu'éclatent ou se camouflent scandales et corrup-

tion de toute nature.

Mais la gauche, lorsqu'elle était
dans l'opposition criait toujours au scandale et réclamait la vérité! La voilà bien silencieuse dans l'af-

faire de la SODEG.

SUITE DE LA PAGE 1

BEAUPORT: FACE A LA FERMETURE

Il faut aussi dire que pour les retenir, ces dernières années, les différents gouvernements qui se sont succèdés depuis celui de de Gaulle, n'ont cessé de leur distribuer des milliards, que ce soit par le biais des réformes foncières ou à coups de subventions. Mais la crise économique aidant, l'Etat devient de plus en plus exigeant pour satisfaire les demandes des colonies.

C'est ainsi que, depuis une dizaine d'années le processus de fermetures d'usines s'est accéléré. Les quatre dernières années écoulées ont vu l'Etat verser 146 millions de francs à ce secteur. Ainsi donc, l'Etat ne voyant pas d'issue, laisse mourir la canne à petit feu et non brutalement afin d'éviter tout affrontement violent avec les travailleurs de la profession et aussi en ménageant les «susceptibilités» des gros capitalistes usiniers. C'est en fait de la pure démagogie de la part du gouvernement.

Tout ceci pour dire que les capitalistes sont les seuls à décider s'ils ferment leurs usines ou pas. Le secteur cannier meurt et l'Etat ne se substituera pas aux capitalistes pour le sauver. Et c'est le sort de plusieurs milliers de travailleurs qui s'en ressent déjà.

Mais les travailleurs ont un moyen important pour faire payer aux capitalistes et au gouvernement par le biais la SAFER leur politique anti-économique, c'est de s'emparer du moyen de production qu'est la terre. Et pour que cela les paie effectivement, ce ne sont pas quelques deux cents hectares de terre qui leur faudrait prend mais bien davantage s'ils veulent se dédommager des fermetures d'usines par la terre. Les travailleurs du Moule donnent l'exemple, ceux de Beauport ne doivent pas rester inactifs. La canne meurt le gouvernement ne veut pas la maintenir, les travailleurs ne doivent pas en faire les frais. Ils doivent se payer sur le capital sans hésitation.

POLLUTION EN GUADELOUPE : ANKYLOSTOMES SUR LA PLAGE DE SAINTE ANNE

Le problème de la pollution en Guadeloupe a de nouveau été mis en avant grâce à des analyses qui ont révélé la présence d'ankylostomes sur les plages, particulièrement dans la région de Ste-Anne C'est là une situation alarmante, car la présence de ces. parasites dans le corps humain peut entrainer des troubles très graves de la santé. Cependant il existe deux types d'anky-lostomes : l'ankylostome de l'homme, qui se présente sous la forme de petits vers (10 à 15 mm), qui logent dans l'intestin. Leurs oeufs sont évacués dans les excréments, et éclosent dans la nature, sous forme de larves. Ces larves pénètrent dans l'organisme humain à travers la peau des pieds et des mains. Là, elles passent dans les poumons, les bronches, redescendent dans l'oesophage, et atteignent l'intestin où elles se développent.

La présence d'un grand nombre de ces parasites dans le corps humain constitue une maladie très grave.

Elle peut débuter par la formation de plaies très infectées, correspondant à la pénétration des larves à travers l'épiderme, puis viennent des problèmes de l'appareil respiratoire, toux, angines etc... lorsque les larves atteignent la trachée et les poumons. Enfin, leur installation dans l'intestin s'accompagne de troubles digestifs, diarrhée, douleurs, amaigrissement.

Bien entendu, il est possible de faire disparaître ces parasites, par assainissement des eaux ou du sable, en soignant tout de suite les personnes atteintes pour éviter la contamination, et surtout par de meilleures possibilités d'hygiène.

La deuxième sorte est l'ankylostome du

chien, qui sévit sur les plages en Guadeloupe. Ce parasite est surtout dû à la présence des chiens errants, qui vivent sur les plages, se nourrissant des déchets abandonnés par les pique-niqueurs. Ces chiens constituent un danger. Les ankylostomes qu'ils propagent ne peuvent pas se développer dans l'organisme humain, mais par contre ils peuvent s'introduire sous la peau, particulièrement celle des enfants qui jouent dans le sable, et provoquer des lésions infectées difficiles à soigner.

Dans le cas des plages de Ste-Anne, on parle de remuer le sable pour tuer les parasites en les exposant au soleil.

A St-François, on parle de salmonelles, parasites qui atteindraient la mer par les égouts. Mais selon les autorités, il n'y en aurait pas près des plages.

Mais ce n'est pas le seul cas de pollution en Guadeloupe ; il s'en faut de beaucoup. A côté des manifestations spectaculaires et qui font beaucoup de bruit, comme l'incendie des déchets de pétrole à Jarry, on trouve des formes de pollution sûrement plus dangeureuses et qui continuent de se développer sans qu'aucune autorité compétente en la matière ne prenne les choses en main pour les faire disparaître : foisonnement des ordures le long des routes, quatre rats par habitant, empoisonnement lent mais assuré de la population de Grand Camp par l'incendie du dépot d'ordure voisin, et bien d'autres.

Tous problèmes connus, mais dont la solution se heurte au je m'en fichisme de l'administration en matière d'hygiène et de luttecontre la pollution.

SUITE DE L'EDITORIAL

Dernier épisode aujourd'hui : la droite et la gauche se chamaillent à qui mieux mieux pour savoir quelles seront les compétences respectives de chacune des assemblées. Et ils ne sont d'ailleurs nullement génés d'être en contradiction avec leurs affirmations d'hier. La droite aujourd'hui se fait plus décentralisatrice que les autonomistes et réclame la décentralisation de pouvoirs de l'état vers la région, ce qui correspond en quelque sorte à une revendication de plus grande autonomie, alors que par le passé elle n'a pas cessé de crier qu'elle voulait l'application stricte de la départementalisation et des règles et lois en vigueur dans les départements de l'hexagone français. La gauche elle, qui réclame l'autonomie, et à tout le moins une plus grande décentralisation, en bonne logique aurait dû se montrer favorable à l'idée de la décentralisation des pouvoirs de l'état vers la région. Mais voilà, le principe qui guide les prises de position des Partis Communistes et Socialistes, c'est le soutien au gouvernement de la gau-

Comme on le voit, ni la droite ni la gauche n'agissent en fonction des intérêts bien compris des peuples guadeloupéen et martiniquais, mais en adversaires ou auxiliaires d'un gouvernement qui se trouve à 7 000 km des Antilles. Ni les



28 décembre 1980 : une bombe explosait à l'aéroport de Pointe-à-Pitre quelques heures avant l'arrivée de Giscard d'Estaing le gouvernement de gauche, pour freiner la montée de la violence anti-colonialiste agite le hochet de la décentralisation.

uns ni les autres ne se soucient réellement de bâtir un avenir conforme à l'intérêt de nos peuples. Les batailles qui

les opposent sont, animées par un sentiment de conservation des postes et des privilèges acquis, une routine tenace leur interdit à tous, de gauche comme de droite, d'être autre chose que des répétiteurs ou des auxiliaires. Mais ni les uns ni les autres ne sont capables d'imaginer un avenir dont ils seraient à la fois les promoteurs et les acteurs. Ils considèrent leur propre peuple comme une masse informe de spectateurs fantômatiques.

Evidemment, ils ne sont ni les premiers ni les derniers à avoir une telle attitude . Si leurs déclarations et palinodies n'amusent personne, cela ne veut pourtant pas dire que personne dans nos peuples ne pense à un autre avenir et aux moyens de le construire. Les travailleurs de ce pays ont dans le passé fait preuve de leurs capacités, de leur esprit d'initiative, de leur héroisme pour se défendre contre l'agressivité des capitalistes et de leur état. Pour construire un avenir à leur mesure, changeant radicalement la société pourrie, décadente et rétrograde dans laquelle nous vivons ils sauront faire preuve des mêmes qualités.

HAITI J.C. DUVALIER REPRIME.

L'émigration haitienne de New York signale que le mois dernier des émeutes ont eu lieu dans la ville du Cap Haitien. Cette émeute faisait suite à l'annonce par la presse du pays du projet d'installation d'une base américaine dans la région, juste en face de Cuba. Toujours suivant cette même source, les émeutiers au nombre d'environ un millier ont été sévèrement réprimés par la police dans un premier

temps puis par le corps d'élite les Léopards qui ont tiré sur la foule et ont procédé à de nombreuses arrestations. Le régime de Bébé DOC n'a donc connu que deux mois de répit. La dernière action violente dirigée contre lui remonte à la fin de juillet de cette année. Élle était l'oeuvre de la brigade «HECTO R RIOBE» et avait permis de larguer des tracts sur Port au Prince et de bombarder le ranch du Dictateur. Entre temps il semble que les polices américaine, haitienne, ainsi que celle de Saint-Domingue aient mis un frein à l'activité des groupes d'opposition au régime. JC Duvalier mit cette accalmie

à profit pour mettre sur pied une mascarade

d'élection municipale dans la capitale et au

Cette révolte de la population contre le projet gouvernemental et par là contre le régime montre combien sont illusoires les efforts du pouvoir pour avoir une base populaire même minime.

Cette dictature semble aujourd'hui plus menacée qu'avant au point qu'un journaliste du «Petit Samedi Soir» M.Fardin s'est permis d'évoquer dans les colonnes de son hebdomadaire les successeurs éventuels de Bébé Doc. Il a été arrêté et jeté en prison.

VERDICT EN APPEL DE L'AFFAIRE TOM-SAFRANO

Le verdict de la cour d'appel de Basse-Terre a été rendu vendredi 23 septembre.

Les deux militants du MPGI, Safrano et Tom, ont vu diminuer leurs peines : de trois ans de prison ferme, leur condamnation est passée à deux ans dont un an avec sursis pour Safrano, et 16 mois dont six avec sursis pour Tom.

Ces deux militants ne tarderont donc pas à sortir pour continuer à se battre pour la cause qu'ils ont choisie.

ARRESTATION D'UN MEMBRE DU WORKER'S PARTY

DE JAMAIQUE A MIAMI.

Jonn Haugton, un membre du Comité Central du Workers' Party de Jamaïque a été arrêté à Miami depuis le 27 juillet dernier.

Ses activités politiques et son engagement dans le mouvement communiste Jamaïcain sont les seuls motifs réels de son arrestation par les autorités américaines.

Jusqu'à ce jour, son procès a été reporté sans qu'aucune date ne soit fixée.

Le gouvernement impérialiste américain

exerce dans toute sa zone d'influence une forme de dictature. Soit de façon directe, soit en prétant main forte aux potentats locaux dont il assure par ailleurs le maintien au pouvoir.

Dans le bassin de la Caraîbe, il intervient constamment et souvent directement pour maintenir ses intérêts économiques et politiques. Les grandes manoeuvres militaires américaines qui ont débuté en septembre 83 et de-

vraient durer plus de 8 mois se situent bien dans cette politique.

Dans ce cadre, tous les coups portés contre le camp de ceux qui veulent sortir les peuples de cette région du carcan de la misère sont importants pour lui.

Dans le même temps, une telle arrestation arrange assurément E.SEAGA dirigeant actuel du gouvernement jamaïcain qui se voit débarrassé pendant quelque temps au moins d'un dirigeant de l'orposition.

MANIFESTATIONS CULTURELLES.

Vous pouvez aller voir : en Guadeloupe

Au cinéma : Blues Brothers (au cinéma Rex)

La guerre du feu : un film à revoir (au cinéma Rex) PAP.

A la télévision

Samedi 1er Octobre : l'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau à 16h35

Dimanche 2 Octobre : les animaux du monde à 19h.

CORSE: LE GOUVERNEMENT DISSOUT UNE ORGANISATION NATIONALISTE.

Le gouvernement vient de décider la dissolution du CCN, Consulte des Comités Nationalistes, qu'il considère comme la branche légale du FLNC. Les dirigeants de ce CCN dissout ont annoncé la création prochaine du CNC, Comité Nationaliste Corse.

Le 5 janvier dernier, le gouvernement avait annoncé la dissolution du FLNC, Front de Libération Nationale Corse, qui a revendiqué les attentats commis dans cette île ces dernières années. Après une trève qui avait suivi la venue de la gauche au gouvernement, le FLNC avait repris cette forme d'action directe, et tout dernièrement, il a revendiqué l'exécution de P.J Massimi, un haut fonctionnaire, accusé par le FNLC d'avoir participé à l'organisation de l'assassinat du dirigeant nationaliste corse Guy Orsoni.

Organisation clandestine, le FLNC a continué ses actions en dépit de sa dissolution.

Le gouvernement socialiste a donc décidé de s'y prendre vis-à-vis du problème nationaliste corse de la même manière que son prédécesseur de droite : dissolution d'organisations, répression et menaces. "Tous ceux qui se placent hors la loi en subiront les conséquences" a déclaré Mauroy.

Quand aux nationalistes corses, ils voient dans l'indépendance la solution aux problèmes que connait aujourd'hui leur île. Ces problèmes sont réels : le tourisme, très prospère dans cette région très belle, rapporte peu à



Militants nationalistes corses.

la population : les centres touristiques tournent souvent à «huis clos», les hôtels et au-s tres clubs méditerranée s'approvisionnant directement sur le continent.

Du point de vue agricole, la Corse au climat propice, produit des denrées délicates, fruits exotiques rares et chers, mais les terres les plus fertiles sont aux mains des capitalistes qui exportent la production, ou ont été achetées à bas prix par de riches Pieds Noirs qui ont quitté les pays d'Afrique du Nord après l'indépendance. Des régions entières de l'île, parmi les plus belles, sont inaccessibles car elles sont la propriété de capitalistes français ou étrangers.

Quand à l'industrie, elle est quasiment inexistante. De ce fait, nombreux sont les corses qui doivent émigrer sur le continent, car il ne trouvent pas le moyen de subsister sur place.

Mais peut-on vraiment parler de colonialisme? Les Corses émigrés en France ne sont pas tous relégués aux basses tâches, la Corse a même fourni à l'état Français quelques uns de ses plus éminents représentants. Franceschi, le Secrétaire d'état à la sécurité publique que Mitterrand a désigné pour rétablir l'ordre en Corse, est lui même corse. Comme bien d'autres cadres de cet état dans le passé et aujourd'hui même.

Le problème corse est donc surtout celui d'une région dont toutes les possibilités sont exploitées par des capitalistes et où la population vit pauvrement. C'est lorsque la population arrachera aux capitalistes ce qui lui revient que ce problème sera-résolu.

CHILI: MANIFESTATIONS A L'OCCASION DU 10e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU POETE PABLO NERUDA

Le poète chilien Pablo Neruda est mort il y a dix ans, le 23 septembre 1973. Quelques jours avant sa mort, un putch militaire avait renversé le gouvernement d'Unité populaire, et le président Salvador Allende avait été assassiné.

Pablo Neruda avait toujours participé activement à la vie politique de son pays. Sa poésie était liée à son engagement politique et à travers elle, il exprimait ses convictions, dénonçait la misère, les injustice d'une société qu'il condamnait. Il exprimait aussi son espoir en l'avenir :

«De la terre sourdent des héros Comme les feuilles de la sève Et le vent étoile les feuillages»

C'est au temps de la guerre civile espagnole qu'il découvre cette ouverture qui lui offre la poèsie :

«Vous allez demander pourquoi sa poèsie ne parle-t-elle pas du rève, des feuilles, des grands volcans de son pays natal?

Venez voir le sang dans les rues venez voir le sang dans les rues venez voir le sang dans les rues !»

En 1945, il est élu sénateur des provinces minières du nord du Chili, et la même année adhère au Parti Communiste Chilien.

En 1940, le Chili étant dominé par la dictature, la tête de Neruda est mise à prix.

Le receuil «le Chant général», s'achève sur ces vers : «Ainsi finit ce livre, je laisse ici mon chant général, écrit dans la persécution, en chantant sous les ailes clandestines de ma patrie...»

En 1971, il obtient le prix Nobel de lit-

Lors des élections de 1969, il refuse la candidature à la présidence au bénéfice de Salvador Allende. Neruda est nommé en 1970 ambassadeur du Chili à Paris. Il soutient le régime d'Union Populaire jusqu'à sa chute en 1973. Atteint d'une grave maladie, il ne lui survit que de quelques Jours.

Membre d'un parti Stalinien il en partage évidemment la politique et donc les er-

Comme toute la gauche, le Parti communiste chilien a fait croire aux travailleurs qu'on pouvait changer en profondeur le Chili sans leur mobilisation leur armement et leur intervention directe pour construire leur propre état.

Poète dénonçant l'injustice, l'oppression l'humiliation des pauvres Neruda l'est certes. Complice d'une politique qui conduira à la défaite du peuple chilien face à l'armée de Pinochet, il l'a été aussi. Il n'était problablement pas de ceux qui donnait au PC Chilien sa ligne politique mais il y avait lui aussi sa part de responsabilité.

Le jour anniversaire de sa mort, des centaines de jeunes chiliens ont manifesté en criant des mots d'ordres hostiles à la dictature. Cette manifestation, la première en son honneur depuis dix ans, fait suite à de nombreuses autres qui ont eu lieu dans les rues dans les derniers mois, et qui montrent l'hostilité de la population au régime de Pinochet.

LIBAN: UN CESSEZ LE FEU, UN EQUILIBRE INSTABLE!



Sous la protection de l'impéralisme, de phalangistes ils sont devenus l'armée gouvernementale libanaise.

Depuis jeudi dernier, le pilonnage des positions des milices du mouvement «Amal» Chiite et de la gauche libanaise avait redoublé de violence et d'intensité. Certains quartiers du sud et de l'est de Beyrouth recevaient de véritables pluies d'obus. Les Marines américains sont intervenus directement dans le conflit et de même, les militaires français avaient reçu l'ordre du socialiste Charles Hernu de «riposter».

Dimanche 24 au soir donc, au moment de

la signature de l'accord de cessez le feu, la si-

tuation au gouvernement «légal» de Amine Gémayel s'était trouvée considérablement renforcée par l'intervention musclée de ses alliés.

Le cessez -le-feu conclu le dimanche soir à l'issue de négociations menées par les Etats-Unis et l'Arabie-Saoudite, devra être garanti par un comité de sécurité comprenant les officiers de l'armée libanaise, en coordination avec des officiers de liaison du Front de Salut National (opposition de Walid Joumblatt essentiellement), des forces libanaises (milices chrétiennes), des forces du mouvement «AMAL» chiites de la région de Beyrouth. Ces forces devront être assistées d'observateurs neutres.

Selon l'accord, l'actuel président Gémayel dont l'autorité est affirmée doit convoquer dans de brefs délais, un congrès national de réconciliation. Ce congrès devra avoir pour but de permettre la coexistence dè toutes les communautés du Liban. Un comité de préparation à ce congrès doit être mis en place avec en plus des dirigeants actuels des forces en présence et des délégués syriens et de l'Arabie

Saoudite, d. anciens hommes politiques du Liban qui, précisément, furent incapables d'empêcher l'évolution des tensions en guerre civile voilà près de 10 ans.

Des hommes tels Soleiman Franjié, Rachid Karamé, pour l'opposition, Camille Chamoun, Pierre Gémayel pour les forces chrétiennes, Raymond Eddé pour les chrétiens modérés, ne seront sûrement pas à même de trouver des solutions correspondant réellement aux aspirations des populations.

Pour l'heure, le cessez-le-feu reste bien fragile. Et les négociations entre une droite libanaise en position de force et soutenue par l'impérialisme et une gauche libanaise et palestinienne ont peu de chances d'évoluer favorablement pour ces derniers.

COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance:
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier

75023 PARIS CEDEX
Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

B.P. 145

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728